

Interview avec Klaus Regling, directeur général du Mécanisme Européen de Stabilité (MES)

Publié dans Le Figaro (France) le 22 septembre 2017

Interview: Anne Cheyvialle, Armelle Bohineust

LE FIGARO.- La zone euro va de mieux en mieux. Cette embellie est-elle durable et soutenable?

Klaus **REGLING**. - Clairement, l'économie de la zone euro est de plus en plus solide et elle affiche des performances inédites depuis longtemps. Nous avons dû surmonter deux crises, le krach financier global de 2008 et la crise de la zone euro, qui a éclaté en 2010. Il nous a donc fallu plus de temps pour en sortir que pour le reste du monde. C'est désormais du passé. Tout n'est pas réglé, le chômage, surtout des jeunes, reste élevé dans certains pays et les réformes doivent continuer. Mais nous rattrapons les États-Unis et la croissance est en ce moment supérieure ici. Pour autant, nous ne devrions pas nous reposer sur nos lauriers. Le rythme actuel de croissance (aux alentours de 2 % en 2017) dépasse notre croissance potentielle, qui est plutôt autour de 1 à 1,5 %.

De quelle façon est intervenu le Mécanisme européen de stabilité pendant cette double crise?

Depuis 2010, le Mécanisme européen de stabilité (MES) et son prédécesseur temporaire (le FESF, NDLR), ont prêté environ 270 milliards d'euros aux pays de la zone euro en difficulté. Cela s'est accompagné de réformes douloureuses mais nécessaires. Sur les cinq pays (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne et Chypre) qui ont reçu une aide, quatre sont sortis d'affaire. L'Irlande et l'Espagne sont même devenus les champions de la croissance européenne.

La Grèce est toujours sous tutelle?

Oui, mais elle a fait du chemin. Alors que le déficit budgétaire culminait à plus que 15 % du PIB en 2009, Athènes a dégagé un excédent l'an dernier. Ses progrès sont significatifs. La Grèce pourra sortir de l'actuel plan d'aide dans dix mois et pourra se financer sur les marchés de façon autonome si le gouvernement poursuit les réformes convenues pour renforcer la croissance et l'emploi. La première émission (obligataire, NDLR), réalisée avec succès cet été, est un bon signal.

Le MES a-t-il la capacité d'intervenir si un grand pays de la zone euro se retrouve en difficulté?

Je n'imagine pas un tel risque à moyen terme. De toute façon, nous avons une force de frappe globale de 700 milliards d'euros, sur laquelle il nous reste plus de 400 milliards. Par ailleurs, nous avons montré notre capacité à lever des fonds sur le marché : plus de 60 milliards d'euros d'obligations ont été émises cette année.

Un débat est lancé pour renforcer la zone euro. Que préconisez-vous?

Beaucoup a déjà été fait depuis sept ans. Les pays ont travaillé dur pour réduire leurs déficits et améliorer leur compétitivité. Au niveau européen, nous avons fait des changements institutionnels conséquents, dont la création du MES et le lancement de l'Union bancaire. C'est très important d'avoir un superviseur européen des banques. Maintenant, il faut passer à une nouvelle étape sur laquelle les États membres ont des approches différentes.

Quelle est votre vision?

Commençons par compléter l'Union bancaire. Le cadre est défini avec la mise en place du mécanisme de surveillance unique et du Fonds de résolution unique (abondé par les banques et destiné à venir en aide aux établissements défaillants). Mais l'expérience américaine a prouvé que l'argent mis en commun par les banques ne suffit pas toujours en cas de crise grave. Il faut un filet de sécurité supplémentaire, nous y travaillons. Un autre point clé est une garantie des dépôts européens, qui serait utile. La moitié des États, en particulier l'Allemagne et l'Europe du Nord, s'y opposent tant que les banques les plus fragiles n'auront pas soldé leurs passifs anciens. C'est en cours. L'Italie, par exemple, a résolu le problème de trois de ses banques cet été.

Que pensez-vous d'un budget propre à la zone euro?

Nous avons en effet besoin d'une capacité budgétaire supplémentaire pour faire face à des chocs asymétriques spécifiques. Cela pourrait, par exemple, être le cas de l'Irlande si ce pays, le plus exposé en cas d'un Brexit très dur, avait besoin d'un financement. C'est différent d'un sauvetage avec mise sous tutelle comme on l'a fait pour la Grèce et d'autres pays. Il pourrait s'agir d'un fonds utile en cas de coup dur, dont la taille pourrait être équivalente à 1 ou 2 % du PIB de la zone euro, soit 100 à 200 milliards d'euros. C'est d'autant plus utile qu'on ne peut pas recourir au levier monétaire, c'est-à-dire à la BCE, pour régler une crise dans un pays spécifique car les règles européennes l'interdisent. Pour réduire les divergences entre pays dans l'Union européenne, les instruments existent déjà - par exemple les transferts aux pays les plus pauvres dans le cadre du budget européen, ou les programmes d'investissement du plan Juncker. On peut les renforcer.

Êtes-vous favorable à la transformation du MES en Fonds monétaire européen (FME)?

Pratiquement tous les pays soutiennent en effet cette idée. Elle est d'autant plus utile que le Fonds monétaire international (FMI) ne contribuera probablement plus au sauvetage d'États européens dans le futur. Rien n'est décidé à ce stade.

Qu'est-ce que le FME apporterait de plus?

Le FME a vocation à remplacer le FMI dans certaines tâches en Europe. Il assumerait donc ses missions avec la Commission européenne, notamment en fixant les conditions des plans d'aide et en les contrôlant. Pour rappel, la troïka (instance qui contrôle les pays sous tutelle, FMI, BCE, UE, NDLR) a déjà été élargie au MES. Et la contribution du FMI a diminué, elle est passée d'un tiers à 10 %, pour Chypre notamment. Les 90 % restants sont financés par le MES.

Est-on dans un bon tempo politique pour renforcer la zone euro?

C'est le bon moment. Nous sommes sortis de la crise. La France s'est dotée d'un gouvernement proeuropéen et les élections qui auront lieu dimanche en Allemagne devraient aller dans ce sens.